



L'AIDE ÉTRANGÈRE : THÉORIE ET PRATIQUE

Boris Begović

*Président du Centre pour les études libérales-démocratiques (CLDS)
Professeur de sciences économiques à la faculté de droit de l'université de Belgrade, en
Serbie*

Analyse de l'aide étrangère

Quel sera le sujet de notre discussion aujourd'hui ? L'analyse de l'aide étrangère, une analyse qui sera composée de plusieurs volets. Le premier sera l'analyse normative. Quelle est la justification de l'aide étrangère ? Voilà la question. Et la réponse à cette question est essentiellement l'analyse normative. Mais nous procéderons également à une analyse positive de l'aide étrangère. Au lieu de demander pourquoi une aide étrangère doit (ou non) être accordée à un pays donné, la question que pose l'analyse positive est la suivante : quelle est la raison pour laquelle certains pays fournissent une aide à des pays étrangers ? Nous analyserons ensuite le mécanisme de l'aide étrangère, en nous concentrant sur les résultats de celle-ci. Nous nous pencherons sur l'analyse empirique de l'aide étrangère et l'explication de ces résultats : pourquoi l'aide étrangère, en fin de parcours, n'atteint pas les objectifs qui sont ostensiblement les siens.

Analyse normative : les pièges de pauvreté

Selon l'analyse normative de l'aide étrangère, cette dernière a pour justification essentielle ce que l'on appelle le piège de pauvreté. Qu'est ce qu'un piège de pauvreté ? C'est le mécanisme d'un cercle vicieux qui, selon ceux qui considèrent le piège de pauvreté comme la justification de l'aide étrangère, se résume ainsi : les pays étant pauvres et la majeure partie des revenus de la population étant consacrée à la consommation, l'épargne est faible. Cette faiblesse de l'épargne se traduit par un faible volume d'investissement. De faibles taux d'épargne signalent de faibles taux d'investissement, qui, en retour, signalent un faible taux de croissance, et par suite un retour de la pauvreté. Par suite, la pauvreté initiale due à un faible taux d'épargne, des investissements limités et un taux de croissance faible ou nul donne lieu à la pauvreté. Voilà comment fonctionne le piège de pauvreté.

Les pièges de pauvreté et le modèle de croissance à deux écarts

Ce mécanisme a été décrit pour la première fois en 1943 dans un article fondamental de Rosenstein-Rodan. Ce dernier a choisi l'Europe du Sud-Est comme un cas de piège de pauvreté. Le mécanisme du piège de pauvreté comme explication théorique est renforcé



par les travaux de Rostow (par exemple le *Manifeste anticommuniste* des années 1960) mais aussi dans une récente contribution de Jeffrey Sachs publiée en 2005.

Un autre modèle similaire à celui du piège de pauvreté est ce que l'on appelle le modèle de croissance à deux écarts. Le modèle de croissance à deux écarts est essentiellement une variante du modèle du piège de pauvreté selon laquelle la faiblesse du taux d'épargne (premier écart) et le volume limité de devises convertibles (autre écart) s'opposent à la croissance dynamique dans les pays en développement.

Hypothèses liées à la théorie du piège de pauvreté

Si l'on prend en compte tous ces éléments, il doit être possible de se sortir des pièges de pauvreté et d'éliminer les écarts. L'aide étrangère est perçue comme la seule solution pour se sortir du piège de la pauvreté. Mais il existe une hypothèse qui doit être prise en compte : l'imperfection des marchés internationaux des capitaux. Dans la mesure où les marchés des capitaux ne fonctionnent pas correctement, ou, si l'on en croit certains théoriciens, ne fonctionnent pas du tout, l'aide étrangère est la clé pour échapper au piège de la pauvreté.

Le mécanisme dans son ensemble est d'une grande simplicité et peut paraître attrayant. Mais la question de la durabilité demeure. Selon la théorie du piège de pauvreté, une fois qu'un pays échappe au piège de pauvreté, la croissance est soutenable. C'est ce que Walt Rostow appelle le « décollage » : une fois que le pays a décollé, son avenir est prometteur.

Les pièges de pauvreté existent-ils vraiment ?

Le problème des pièges de pauvreté est le suivant : existent-ils vraiment ? Une récente contribution de Kraay et Raddatz (2007) a révélé que les pièges de pauvreté n'existent pas en Afrique. Il y a donc réfutation empirique claire du concept du piège de pauvreté. Pour que ces derniers existent, il faut que les niveaux de subsistance soient différents d'un pays à l'autre – et les niveaux de subsistance sont les mêmes parce que les êtres humains sont les mêmes dans tous les pays. Le niveau de subsistance en Angola est rigoureusement le même que celui du Congo, du Nigeria ou de l'Ethiopie. Il n'y a aucune raison de faire une différence entre les populations de ces pays. Mais selon cette théorie, l'existence de pièges de pauvreté est tributaire de niveaux de subsistance différents.

Et si les pièges de pauvreté n'existent pas, qu'est ce que cela peut faire ?

Mais certains ne sont pas convaincus. « Les pièges de pauvreté n'existent pas, » disent-ils, « Et alors ? Le renforcement des investissements est quelque chose de positif. » Si nous appliquions ce raisonnement à la médecine, cela reviendrait à dire : « Je ne comprends



pas comment fonctionne ce médicament, mais et alors ? Utilisons-le. Et plus on en prend mieux cela vaut. » Résoudre un problème sans en comprendre les causes suscitent généralement des problèmes plus graves que ceux que l'on essayait de résoudre.

Et le problème fondamental qui pose l'augmentation des investissements est la sélection des projets, l'engagement des investisseurs à l'égard de ces projets, et l'efficacité de leur réalisation.

Analyse du volet offre de l'aide étrangère

Il existe deux catégories essentielles d'analyse positive de l'aide étrangère. La première est celle du volet offre : pourquoi les pays donateurs fournissent-ils une aide étrangère ? Une contribution récente d'Alesina et Dollar (2000) a démontré avec beaucoup de clarté que l'aide étrangère est déterminée, du côté de l'offre, par des considérations de nature politique et non économiques. Nombreux sont les pays qui ont des engagements politiques d'une nature ou d'une autre à l'égard de leurs anciennes colonies. La France, par exemple, verse 57 % de son aide étrangère à ses anciennes colonies. Dans certains cas, les considérations politiques sont liées au soutien que les pays bénéficiaires accordent aux pays donateurs. Dans leur contribution de 2006, Kuziemko et Werker ont démontré que l'appartenance au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies s'accompagne d'une augmentation de l'aide des Etats-Unis de 59 %. Il va de soi qu'il s'agit toujours d'un accord de compensation, et donc les pays qui reçoivent de l'aide des Etats-Unis votent au sein du Conseil de sécurité conformément aux intérêts perçus des Etats-Unis.

Le volet demande de l'aide étrangère

Il a été établi que les donateurs ne sont pas particulièrement réactifs face aux politiques des pouvoirs publics dans le pays bénéficiaires, qu'elles soient bonnes ou mauvaises. Par exemple, Alesina et Weder ont démontré en 2002 qu'il n'existe absolument aucun lien entre le niveau de corruption et l'aide. Le fait qu'un pays soit plus corrompu que l'autre ne signifie pas qu'il recevra un volume d'aide moins important.

Du côté de la demande, une contribution récente de Tornell et Lane démontre l'effet dit de voracité : plus vous recevez d'aide, plus il vous en faut. Nous évoquerons par la suite le mécanisme de l'effet de voracité, mais concentrons-nous pour le moment sur le mécanisme de l'aide étrangère.

Inefficacité de l'aide sous forme de financement direct

L'un des mécanismes de l'aide étrangère consiste à financer directement des projets d'investissement dans le pays bénéficiaire. Pas une mauvaise idée, diront certains. Mais



cela soulève un certain nombre de questions essentielles. La productivité marginale de ces investissements – c'est-à-dire leur efficacité – est elle supérieure ou égale à celle des investissements financés par des capitaux privés ? Il va de soi que l'efficacité est inférieure parce qu'il n'existe aucun critère de marché pour la sélection des projets d'investissement. Ces projets ne s'accompagnant pas d'un taux de rendement obligatoire, le marché n'effectue aucune sélection. Ceci provoque une réduction de la productivité et de l'efficacité.

Qui plus est, auprès de qui ces investisseurs sont-ils responsables ? Moins auprès des groupes intéressés dans le pays bénéficiaire que des parties prenantes du pays donateur, ces dernières ne se préoccupant guère de l'efficacité économique dans le pays bénéficiaire. Les électeurs français ne s'intéressent en rien à la productivité marginale des investissements au Tchad ou en Sierra Leone.

L'aide étrangère comme soutien au budget

Un autre mécanisme intéressant de l'aide étrangère est ce que l'on appelle le soutien au budget. Pourquoi un pays devrait-il fournir un soutien au budget d'un autre pays ? La justification est la suivante : le soutien au budget d'un pays réduit le fardeau de l'impôt tout en maintenant l'équilibre budgétaire. Cette réduction du fardeau de l'impôt renforce l'investissement privé par son effet de stimulation des investisseurs privés.

Ce raisonnement dépend toutefois du modèle de comportement du gouvernement bénéficiaire, comme l'a établi Boone en 1996. Il existe trois modèles de comportement. Le premier est celui du gouvernement élitiste : le soutien au budget est affecté aux dépenses publiques, et les dépenses publiques se font au profit de l'élite sociale. Il va de soi que le gouvernement se considère généralement comme constituant l'élite, ce qui veut dire que les riches de cette société deviendront encore plus riches.

Différents modèles de comportement du gouvernement

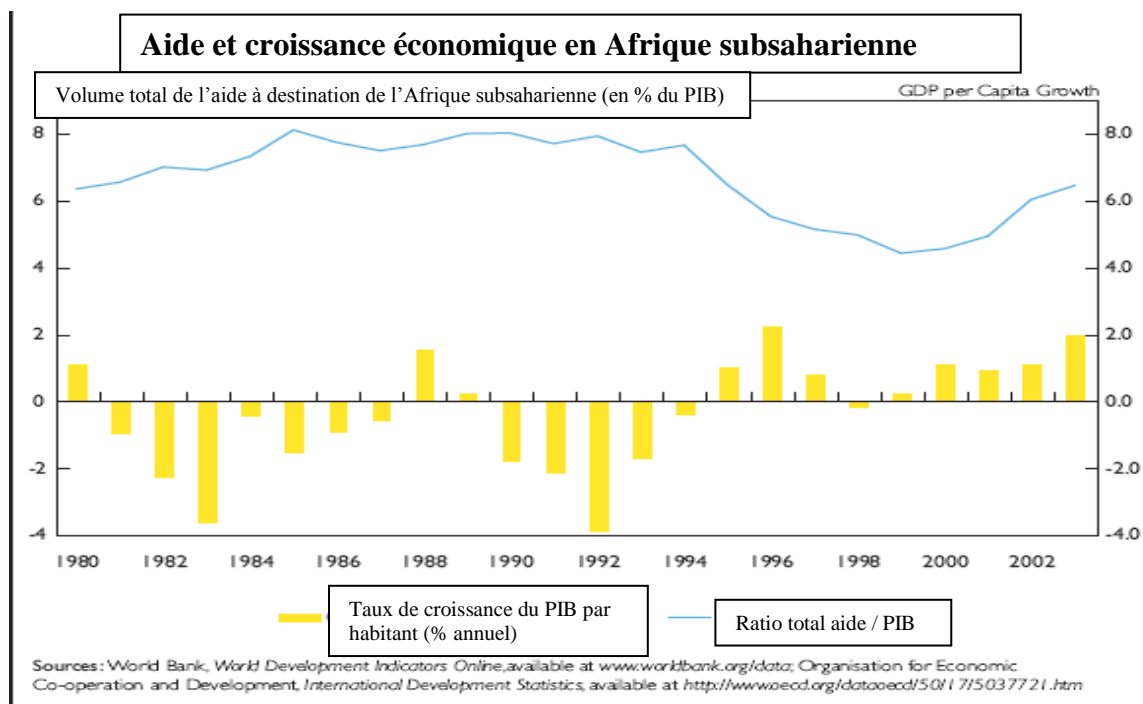
Une option possible est celle d'un gouvernement égalitaire, ce qui veut dire que le soutien budgétaire augmente les dépenses publiques et est réparti de manière plus égale. Enfin, l'option existe d'un gouvernement à orientation de marché libre, ce qui signifie que la consommation publique reste la même et le soutien budgétaire permet une réduction du fardeau de l'impôt, ce qui en retour renforce les incitations à l'investissement privé. Il a été établi qu les deux premiers modèles sont beaucoup plus proches de la réalité. Par suite, le soutien budgétaire débouche sur une augmentation des dépenses publiques avec un fardeau de l'impôt inchangé ou légèrement plus élevé et aucune augmentation de l'investissement privé.



Les résultats empiriques élémentaires et une simple charte des flux d'aide à destination de l'Afrique subsaharienne et des taux de croissance des pays de cette région présente une corrélation marquée.

Résultats empiriques

Plus l'aide est importante, plus faible est le taux de croissance. Visiblement, quelque chose ne va pas.



Source : Banque mondiale, OCDE

Les points de vue exprimés par l'auteur sont personnels et ne reflètent pas nécessairement les opinions du Centre international pour l'entreprise privée. Le Centre international pour l'entreprise privée autorise la reproduction, la traduction et/ou la l'utilisation en salle de classe des documents disponibles sur le site web du Development Institute du CIPE dans la mesure où (1) l'auteur original et le CIPE sont dûment mentionnés comme source, et où (2) le CIPE est avisé de la publication des documents et en reçoit une copie à son bureau de Washington

Center International pour l'Entreprise Privée
 1211 Connecticut Ave NW • Suite 700 • Washington, DC 20036 • USA
 Tél: (202) 721-9200 • www.cipe.org • *pourriel:* education@cipe.org